

# Reconnaitre la Palestine et imposer des sanctions à Israël

## Description

*Alors même que l'administration Biden oppose son veto à la création d'un État palestinien, plusieurs États européens s'orientent vers une reconnaissance totale. Leur dissidence est une fissure bienvenue dans la ligne pro-israélienne de l'Occident, mais ils devraient accompagner de sanctions afin de punir l'apartheid israélien.*

Par Harrison Stetler, le 19 avril 2024



Terrence Antonio James / Chicago Tribune

La reconnaissance du statut d'État palestinien est depuis longtemps une des lignes de fracture de la politique mondiale. Les principales puissances occidentales sont souvent des exceptions à cet égard. Aujourd'hui, une écrasante majorité de pays, dont un groupe presque solide s'étendant de l'Amérique du Sud à l'Afrique, au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud et de l'Est, en passant par les Caraïbes, reconnaissent l'État palestinien. Les États-Unis et le Canada se tiennent à l'écart de ce consensus, rejoints par d'autres rivaux de l'autre côté du Pacifique.

L'Europe occidentale fait également figure d'exception. Dans cette région, seuls l'Islande, le Vatican et la Suède reconnaissent la Palestine, grâce à des décisions prises respectivement en 2011, 2013 et 2014. Ils ont rejoint les anciens pays du bloc de l'Est qui ont reconnu le statut d'État palestinien après la déclaration d'indépendance palestinienne de 1988 rédigée par le poète Mahmoud Darwish et proclamée par Yasser Arafat.

Soulignant cette fracture, les États-Unis ont à nouveau [utilisé leur veto](#) jeudi pour bloquer un projet de résolution des Nations Unies sur l'admission de la Palestine en tant que membre permanente. Pourtant, face à la poursuite de la colonisation et des massacres à Gaza, il semble que le monolithisme occidental sur cette question soit aujourd'hui en train de se fracturer. Un nombre croissant de pays européens pourrait bientôt reconnaître le statut d'État palestinien.

## Les premiers à agir

La doctrine occidentale a longtemps fait reposer cette reconnaissance sur la recherche d'une solution plus générale dans le cadre des accords d'Oslo. Cela a permis à Israël d'opposer

son veto à toute avancée en invoquant l'absence d'interlocuteur crédible du côté palestinien et, plus spécifiquement, en s'obstinant sur la délimitation des frontières et le statut futur de ses colonies. En l'absence d'un accord global, la reconnaissance du statut d'État palestinien n'aura certainement guère plus qu'une valeur symbolique. Mais elle témoigne de l'impasse croissante de l'Europe face à la guerre permanente d'Israël contre Gaza et son obstruction au « processus de paix » depuis des décennies par le biais de la colonisation et de l'apartheid.

L'Espagne a été l'un des premiers États de l'Union européenne à [appeler un cessez-le-feu](#) à la fin du mois d'octobre dernier, et son gouvernement fait une nouvelle pression pour que la position diplomatique de l'Union évolue. Dès lors, le premier ministre social-démocrate Pedro Sánchez a déclaré lors d'une conférence à Bilbao qu'il [proposerait](#) bientôt au parlement de reconnaître le statut d'État palestinien. En 2014, le Congrès espagnol avait déjà approuvé une résolution non contraignante appelant à la reconnaissance de la Palestine. Le premier ministre de l'époque, le conservateur Mariano Rajoy, a bloqué le processus, mais même son successeur, M. Sánchez, a maintenu, jusqu'à la crise actuelle, que la reconnaissance devait être une initiative collective de l'UE.

Pour tenter de creuser un fossé au sein de l'UE sur ce sujet, l'Espagne a rencontré, le 28 mars dernier, les chefs de gouvernement de l'Irlande, de Malte (qui a reconnu la déclaration d'indépendance de 1988) et de la Slovaquie, en marge d'une réunion du Conseil européen. Ces quatre États membres de l'UE ont cosigné un [communiqué](#) affirmant qu'ils étaient prêts à reconnaître la Palestine, tout en précisant que cette démarche devrait intervenir « lorsque [la reconnaissance] pourra apporter une contribution positive et que les circonstances seront réunies ».

Cette reconnaissance pourrait intervenir plus tôt qu'il n'y paraît. L'objectif déclaré de Madrid est de procéder à la reconnaissance diplomatique d'ici juillet. En Irlande, Simon Harris a remplacé le Taoiseach (premier ministre) de centre-droit Leo Varadkar lors d'un remaniement gouvernemental au début du mois, mais il s'est engagé à poursuivre l'appel à la reconnaissance lancé par son prédécesseur. Lors de la session du 9 avril du *Dáil*, la chambre basse du parlement irlandais, le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, Micheál Martin, a déclaré : « Nous avons convenu que la remise en cause des accords d'Oslo et donc de l'accord visant à créer deux États a atteint un point tel que l'approche des accords prévoyant une reconnaissance après un accord final n'est plus crédible ni tenable. » Avant de s'envoler pour Dublin pour une réunion avec M. Harris le 12 avril, au cours de laquelle les deux hommes ont déclaré qu'ils soulèveraient la question de la reconnaissance lors du prochain sommet du Conseil européen, M. Sánchez s'est rendu à Oslo où la Norvège n'est bien sûr pas membre de l'UE et semblait prête à rejoindre [l'initiative](#) menée par l'Espagne et l'Irlande.

Face à la paralysie par Israël du cadre d'Oslo, que les États occidentaux ont largement ignoré depuis la fin des années 1990, ces mouvements de reconnaissance unilatérale sont symptomatiques d'un changement en faveur des droits des Palestiniens dans certains secteurs de l'opinion européenne. Dans le contexte de la crise actuelle, la reconnaissance immédiate du statut d'État palestinien n'est toutefois pas l'une des principales revendications de groupes tels que la campagne irlandaise de solidarité avec la Palestine (*Ireland Palestine Solidarity*

*Campaign* à?? IPSC). Elle a donné la priorité à l'appel des mesures plus directes pour isoler Israël par des sanctions économiques, demandes auxquelles le gouvernement irlandais a jusqu'à présent résisté. Néanmoins, Zoé Lawlor, présidente de l'IPSC, considère que la nouvelle position du gouvernement sur la reconnaissance est le résultat de la mobilisation de masse observée depuis le mois d'octobre.

« Des milliers de personnes sont descendues dans la rue dans tout le pays, en haut et en bas, au nord et au sud », a déclaré M. Lawlor à *Jacobin*, soulignant que les allégations fallacieuses d'« antisémitisme » lancées contre les critiques d'Israël ailleurs dans l'UE ont pu influencer dans un pays qui est lui-même influencé par l'histoire de la colonisation. Selon une étude récente d'*Amnesty International-Irlande*, plus de 70 % de la population irlandaise pense que les Palestiniens vivent dans un système d'apartheid. « Les veilles hebdomadaires, les marches, les protestations et les actions de solidarité ont vraiment poussé le gouvernement à agir », a déclaré M. Lawlor.

« Depuis les accords d'Oslo, les États européens ont été pris au piège de leur propre passivité », explique la juriste franco-palestinienne [Rima Hassan](#), candidate de la France Insoumise aux élections européennes de cet été. « Il y avait 100 000 colons à l'époque, et presque dix fois plus aujourd'hui. Il y a une dimension symbolique dans la reconnaissance, mais je pense surtout que cette réaction d'urgence permet à certains États de sortir de leur position de passivité. Cependant, le problème de la matérialité concrète de l'État palestinien reste entier ».

Selon Mme Hassan, la reconnaissance unilatérale pourrait avoir un côté positif en ce sens qu'elle pourrait représenter une forclusion des négociations sur le statut final prévues par les accords d'Oslo, qui étaient censés se tenir dans les cinq ans suivant la signature de ce document en 1993. La reconnaissance pourrait ainsi équivaloir à un refus implicite de la colonisation israélienne dans les territoires occupés. « On ne peut en aucun cas dire que cela résout le problème de la colonisation », a déclaré Mme Hassan à *Jacobin*. « En revanche, c'est une manière diplomatique et politique de reconnaître que les Palestiniens sont souverains sur les territoires où se trouvent les colonies. C'est un rejet de la politique annexionniste de l'État israélien et une façon de dire : « Officiellement, nous ne reconnaissons pas et ne reconnaitrons pas votre souveraineté sur ces territoires à court, moyen ou long terme ».

## De la rhétorique à la réalité

Mais une condamnation implicite ne remplace pas l'exercice d'une pression concrète pour faire reculer la colonisation, et encore moins pour forcer le gouvernement de Benjamin Netanyahu à mettre fin à la guerre en cours. Par exemple, la reconnaissance officielle pratiquement imminente de la Palestine par le gouvernement irlandais contraste avec sa lenteur à adopter des sanctions contre l'État israélien.

Les activistes irlandais souhaitent que le gouvernement Harris fasse adopter définitivement deux textes de loi. Voté en 2018, le projet de loi sur le contrôle de l'activité économique, également connu sous le nom de projet de loi sur les territoires occupés, criminaliserait

effectivement les activités commerciales irlandaises tirées des opérations israéliennes dans les territoires palestiniens occupés. Plus ciblé contre Israël, le projet de loi sur le désinvestissement des colonies israéliennes illégales (IISD) ordonnerait au fonds d'investissement de l'État irlandais de se retirer des activités dans les colonies israéliennes. Mais le gouvernement irlandais a bloqué l'adoption de la loi sur les territoires occupés et a averti que l'adoption de l'IISD risquait de faire de l'Irlande une « [exception internationale](#) ».

« Le fait que le gouvernement irlandais fasse ce geste montre la puissance de notre mouvement de masse, mais s'il n'est pas accompagné d'une action garantissant le droit des Palestiniens à l'autodétermination, ce n'est que du symbolisme », déclare M. Lawlor, qui demande instamment l'adoption définitive de ces deux textes législatifs. « Nous voulons que le gouvernement cesse tout commerce avec Israël et que l'Union européenne suspende ses relations commerciales.

« Il ne sert à rien de reconnaître l'État de Palestine si nous ne faisons pas tout ce qui est en notre pouvoir pour isoler Israël pour sa politique d'occupation et de colonisation avant tout en adoptant des sanctions », déclare Mme Hassan, notant que l'Union européenne est le principal partenaire commercial d'Israël. L'UE est l'origine de près de 32 % des importations d'Israël et a acheté plus de 25 % de ses exportations [en 2022](#). « Si vous reconnaissez l'État de Palestine aujourd'hui et que vous voulez défendre tout ce qui pourrait ressembler à un État viable, vous devez isoler complètement Israël », poursuit Mme Hassan. « Nous devons faire à l'État israélien ce que nous avons fait à l'Afrique du Sud. »

## Sanctions

La pression exercée par certains États européens en faveur de la reconnaissance montre qu'ils sont prêts à devancer Berlin et Paris. Ces derniers ont maintenu que toute reconnaissance d'un État palestinien devait d'abord être fondée sur un accord avec Israël à une position manifestement intenable compte tenu de la colonisation incessante d'Israël au-delà de ses frontières de 1967 et des déclarations brutales des responsables israéliens contre la création d'un État palestinien. En février, le président français Emmanuel Macron a reconnu que le sujet n'était pas « [tabou](#) » pour la France, faisant ainsi un léger clin d'œil à la pression croissante exercée par d'autres pays de l'Union en faveur de la reconnaissance.

L'Allemagne restera probablement l'obstacle le plus difficile à franchir, bien qu'elle soit soumise à une pression croissante en raison de son soutien à l'armée israélienne et de l'embarras international causé par sa répression de la solidarité et de l'organisation pro-palestiniennes. À la mi-mars, le Nicaragua a déposé une plainte contre l'Allemagne devant la Cour internationale de justice, alléguant que le soutien militaire continu de Berlin à Israël le rend responsable d'une complicité « plausible » de génocide.

La Cour de La Haye a [entendu](#) les premiers arguments les 8 et 9 avril, quelques jours après un rapport publié le 2 avril par l'ONG *Forensis*, basée à Berlin, a révélé que 185 des 308 licences d'exportation pour des transferts de matériel militaire vers Israël en 2023 ont été autorisées après le début de la guerre actuelle. Représentant 47 % des armes conventionnelles

livrés à Israël pour l'ensemble de l'année 2023, les 326 millions d'euros de matériel transféré placent l'Allemagne au deuxième rang mondial derrière les États-Unis, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

Une éventuelle rupture au sein de l'Europe en faveur de la reconnaissance est un signe que l'organisation et la pression populaires commencent à faire leur chemin, obligeant certains gouvernements à respecter leurs engagements rhétoriques en faveur d'un État palestinien. Mais, comparés à l'obstination des États-Unis et des grandes puissances européennes, ce ne sont que de légères fissures dans le soutien de longue date et sans équivoque de l'Occident à l'État israélien.

*Harrison Stetler est un journaliste indépendant et un enseignant basé à Paris.*

Source : [Jacobin](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

**date créée**

2024/04/22